



## L'Édito

Il y a encore peu, les Français terminaient leurs formules de vœux du couplet sur la santé, sans faire la relation avec les alertes désespérées d'un corps médical au bord de l'implosion ni a fortiori, avec les différents virus qui ne pouvaient concerner que les pays peu développés. On annonçait une reprise de la croissance un peu partout dans le monde. Personne n'aurait imaginé que la situation puisse se retourner aussi vite. En quelques semaines, le confinement a stoppé une part importante de l'activité sauf pour les fameux secteurs autrefois considérés comme des charges pénalisant la compétitivité de l'économie ! La santé, la retraite, l'alimentation nous coûtaient trop cher. Il suffisait de réduire le nombre des médecins par le numéris clausus, acheter nos médicaments en Chine et notre alimentation au Brésil : la mondialisation heureuse !

Ainsi, les discussions sur la politique agricole avaient un côté surréaliste : la nouvelle Pac serait semblable à l'ancienne avec quelques réductions budgétaires ! Comme si les aides directes créées en 1992 ne posaient aucun problème de rente ou de frein à l'innovation. Comme si le Brexit était une facétie anglaise et non une alerte sur le fonctionnement démocratique de l'UE. Comme si l'aversion des consommateurs pour les produits de traitement n'était qu'un problème d'incivilité. Comme si la grande distribution allait enfin devenir raisonnable et appliquer la loi Egalim. Comme si Trump pouvait laisser grossir sans réagir son déficit des échanges sur les vins et alcools !

La crise actuelle montre à l'évidence que les produits agricoles ne seront jamais des produits comme les autres car il nous faut manger trois fois par jour pour rester en vie, sans attendre désespérément des avions cargo sous protection policière. La sécurité alimentaire reste un concept pertinent pour l'activité régalienn des Etats. Après un siècle d'une mondialisation de domination coloniale, nos pays européens ont éprouvé la faim pendant les guerres. Ils ont su réagir en mutualisant leurs instruments d'intervention sur les marchés dans une politique commune (Pac). Encore hier, ils avaient la tentation de la renationaliser et de mettre ses instruments au magasin des accessoires. La crise actuelle peut permettre d'inverser les priorités. La santé est la justification des aides aux producteurs agricoles qui soit la plus audible par l'opinion publique. On est loin des conceptions productiviste, rentière ou bucolique en cours.